



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 4180

Texte de la question

POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Vigier. Monsieur le Premier ministre, la France mérite mieux que d'être gouvernée par l'un des candidats à la primaire du Parti socialiste, surtout lorsque ce candidat est celui de l'échec.

François Hollande aimerait être le candidat de l'inversion de la courbe du chômage mais, pas de bol, il est le Président de la République d'un million de chômeurs supplémentaires.

Il aimerait être le candidat qui a fait disparaître le trou de la Sécurité sociale, mais le Président de la République a oublié de comptabiliser le Fonds de solidarité vieillesse, les hôpitaux et les régimes spéciaux.

Il aimerait être le candidat de la baisse des impôts, mais ceux-ci ont augmenté de 100 milliards et c'est le Président de la République lui-même, François Hollande, qui a supprimé la défiscalisation des heures supplémentaires.

Il aimerait être le candidat du redressement productif, c'est le Président de la République qui porte sur ses épaules le poids de tant de plans sociaux – et on connaît les incertitudes qui pèsent sur Alstom.

Il aimerait être le candidat qui met fin au drame humanitaire de Calais, mais il a été le Président de la République de l'inaction et d'une certaine forme d'impuissance face à l'immigration.

Il voudrait enfin être le candidat qui prend de la hauteur, qui protège la France, mais devant une salle acquise à sa cause, de quoi parle-t-il ? Il parle de lui, du Parti socialiste et de l'élection présidentielle.

Monsieur le Premier ministre, il nous reste sept mois jusqu'à l'élection présidentielle.

M. Guy Geoffroy. Vivement la quille !

M. Philippe Vigier. Comment allez-vous répondre aux attentes des Français en matière de pouvoir d'achat, de chômage, de sécurité, au lieu de seulement satisfaire à l'obsession de François Hollande pour l'élection présidentielle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, je vous retrouve et nous nous retrouvons, j'imagine, avec plaisir, à l'occasion de cette session extraordinaire. Nous allons y débattre de textes importants, comme au cours de la session ordinaire : je pense à la loi sur l'égalité et la citoyenneté, au texte que vous allez bientôt examiner concernant l'égalité réelle outre-mer et, bien sûr, aux lois de finances et de financement de la Sécurité sociale.

M. Alain Marty. Jusque là, ça va !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Ce sont des textes importants qui engagent la nation. Le Gouvernement a bien l'intention d'agir et de réformer jusqu'au bout.

Monsieur Vigier, je vous ai connu plus ouvert, plus modéré. J'étais inquiet de ne pas voir M. Jacob poser sa question traditionnelle au Gouvernement mais je constate que, d'une certaine manière, vous avez pris son rôle. *(Interruptions sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Je ne vois pas pourquoi, vous que j'ai connu plus modéré, vous venez, ici, interpellier le Président de la République.

Il agit et c'est sous son autorité que Michel Sapin et Christian Eckert ont présenté un projet de loi de finances dont les priorités sont la sécurité et la protection des Français, l'avenir à travers l'école – vous auriez d'ailleurs pu saluer la réussite de la rentrée scolaire –, l'emploi et la formation – la ministre du travail vient de le rappeler – et la baisse de la fiscalité. Mais je comprends que vous soyez gêné par ce que vous avez vous-même approuvé lorsque vous étiez dans la majorité : la hausse de la fiscalité sur les ménages et les entreprises. Et je comprends que vous soyez un peu perdu parmi les propositions des différents candidats à la primaire. Enfin, le ministre de l'économie et des finances l'a rappelé, c'est aussi avec sérieux que nous préparons l'avenir de la France, à travers la maîtrise de la dépense publique et de la dette.

Ce que je souhaite quant à moi, monsieur le président Vigier, c'est que le débat, qui aura lieu ici mais qui aura d'abord lieu devant les Français, et qui est essentiel pour l'avenir de la nation, ne soit pas caricatural. Nous savons que gouverner, c'est difficile, dans un monde qui a changé, qui n'est plus celui de l'après-guerre, avec des changements politiques, des définitions de la droite et de la gauche qui se troublent parfois, et surtout la guerre, la menace terroriste ou le défi des migrations.

Que vous puissiez dire – vous dont je connais le sens de la mesure – que nous n'avons pas traité cette dernière question, alors que nous n'avons pas adopté la même position que l'Allemagne, alors que nous traitons le dossier avec le soutien des maires, comme à Calais – je ne doute pas que le ministre de l'intérieur aura l'occasion d'y revenir –, voilà exactement ce qu'il faut éviter. Sur ces sujets-là, dans un monde troublé, avec les menaces que nous connaissons, avec les défis qu'affronte le pays, ce que j'attends de la majorité comme de l'opposition, c'est une certaine hauteur de vue dans le débat, parce que les Français, devant la double menace du terrorisme et du populisme, méritent autre chose que ce type de questionnement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4180

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 septembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 septembre 2016](#)